



**Discours d'ouverture de la**  
**Décision modificative du budget 2020**  
**du Département des Côtes d'Armor**  
**6 Juillet 2020**

Cher collègues,

Nous y sommes !

3 ans après l'arrivée au pouvoir des chantres d'un nouveau monde qui relève plutôt du mirage,

3 ans après le début de la tentative méthodique de destruction des corps intermédiaires et des collectivités.

Destruction qui se poursuit avec comme dernier exemple en date la convention citoyenne pour le climat où 150 inconnus tirés au sort décident pour la France entière.

Après 3 ans d'affaiblissement organisé de tout ce qui fait la force de notre démocratie représentative et de notre lien social, les choses reprennent peu à peu leur place.

Les dernières élections municipales ont montré que le débat se structure à nouveau autour d'un pôle du centre et de la droite et d'un pôle de gauche et écologiste.<sup>2</sup>

C'est tant mieux et j'assume ces propos!

Comme je l'affirme depuis 2017, pour qu'un débat démocratique soit nourri il faut des visions différentes.

Je le disais déjà l'an dernier, nous assistons à un rétrécissement majeur de la pensée politique.

Un appauvrissement du débat d'idées qui ne laisse plus le choix qu'entre les extrêmes et une forme de pensée unique.

Ces municipales ont prouvé que les Français ne veulent plus de cela, ceci malgré le taux élevé d'abstentionnistes.

Ils veulent revenir à ce que certains appellent l'ancien monde, mais qui est en fait le monde qui n'a jamais cessé d'être, car ce n'est pas en décrétant quelque chose que cela devient réel.

L'incantation n'est pas un mode de gouvernance.

Le problème est que cette nécessaire recomposition autour des valeurs du centre et de la droite, ou de gauche, intervient dans un contexte où, entre temps, notre société a été dramatiquement fracturée, notamment par l'attitude du gouvernement.

Regardons autour de nous la tension qui s'installe au quotidien !

À force de réinventer, de refonder, de rénover on ne sait plus où va le Président de la République!

A force de nous dire qu'il a compris les attentes des Français et qu'il va changer de cap ... pour la 3ème ou 4ème fois en 3 ans, le Président finit par donner le mal de mer, par faire tanguer le bateau France.

Nous mesurons désormais les conséquences de ce que je dénonce depuis 3 ans.

Voilà où nous conduisent le jeunisme, le dégagisme et l'inexpérience.

Le « en même » temps a ses limites, il faut une colonne vertébrale en politique!

Cher collègues,

j'ai malheureusement l'impression que certains n'ont pas compris la leçon. Après l'ancien monde, le nouveau monde voici maintenant que l'on invente « le monde d'après ».

Un monde plus vert et merveilleux où nous roulerons tous à vélo et où chacun donnera son avis sur tout et décidera avec tout le monde.

Là encore, méfions nous de ceux qui veulent tout casser, de ceux qui veulent tout changer et nous apprendre comment nous devons vivre.

Oui, l'écologie est une nécessité, mais ici nous n'avons pas attendu les élections municipales pour faire de l'écologie.

Méfions nous des tenants d'une écologie punitive qui, sous couvert de bien-pensance sont les faux nez d'une ultra-gauche militante prompte à déboulonner les statues et détruire tout ce qui fait la force de la France.

Ceux qui cautionnent les manifestations contre l'institution police, ceux qui renient l'histoire de France.

L'histoire de France est un tout, avec sa face reluisante et ses côtés plus sombres.

Il ne faut pas les passer sous silence mais il faut les assumer et arrêter de s'excuser de tout.

Chers collègues,

En plus de la crise sociétale que nous vivons, notre pays a été touché par une autre crise, une pandémie majeure qui a déstabilisé la nation.

Le problème est, que sur ce point aussi, le gouvernement et le Président de la République ont été mis gravement en difficulté.

Heureusement que les collectivités étaient présentes.

Les Régions, les Départements, les Intercommunalités et les Communes, l'ensemble des élus locaux qui les composent ont fait preuve d'un engagement exemplaire!

Sans les élus locaux et les collectivités, comment aurait-on fait ?

Comment la garde des enfants des personnels soignants aurait pu être gérée ?

Comment le lien avec les plus fragiles aurait été préservé ?

Comment l'approvisionnement alimentaire de tous aurait été garanti ?

**Les collectivités ont été la colonne vertébrale de notre pays !**

Nous avons su apporter la flexibilité, la réactivité, la proximité et l'humanité qui nous a collectivement permis de tenir et de passer le cap.

Mais je vous rassure, si ce gouvernement salue notre action, il n'a pas pour autant l'intention de nous faire confiance à l'avenir.

Je ne crois plus à un 3ème acte de décentralisation, c'est l'inverse qui se profile.

La confiance a cruellement manqué et elle manque toujours.

Pour illustrer mes propos je ne prendrai que quelques exemples.

Le premier est celui des tests PCR.

Malgré l'action très volontariste du Préfet à mes côtés, l'autorisation pour permettre à notre laboratoire public Labocéa de réaliser des tests a été très longue à obtenir alors que tout était prêt.

Pourquoi n'a t-il pas été plus simple de dire OUI plus vite si ce n'est le manque de confiance ?

Le second exemple concerne le choix de maintenir la réforme fiscale. Si cette réforme avait été mise en place en 2020, ce que l'on dénonce se serait produit.

Avec un PIB en baisse de 9 % soit une baisse équivalente de la TVA et donc de nos recettes, comment aurions nous fait ?

Je pense enfin à la manière dont il a fallu se battre bec et ongles pour que ce soit les Préfets et les Maires qui puissent décider d'ouvrir ou non les plages.

Je repose la question, où est la confiance ?

Chers collègues,

Certains d'entre vous me trouvent sans doute dur avec le gouvernement et le Président de la République.

Certains parleront peut-être d'acharnement.

Mais qui s'acharne sur qui ?

Je vous le dit avec les tripes, quand vous vous retrouvez seul, sans doctrine nationale claire, avec vos équipes pour affronter une telle crise, pour palier aux manquements de l'État central, c'est difficile. C'est très difficile.

Pourtant, **nous avons tenu !**

Je réunissais chaque jour autour de moi une cellule de crise composée des membres de la direction générale.

Il fallait agir vite afin de protéger nos concitoyens et maintenir un service public d'urgence avec une priorité : protéger la santé des agents et des usagers.

Je le dis avec une grande fierté. Le service public départemental n'a jamais été à l'arrêt pendant cette période. Il n'a jamais failli.

Je salue ici l'engagement de la direction générale, du cabinet, de tous les encadrants, et l'ensemble des agents qui ont permis, chacun à leur manière, dans le cadre de leurs missions, de maintenir le lien avec nos concitoyens.

Qu'ils aient été présents sur site ou en télétravail, ils ont été à la hauteur du défi auquel nous étions confrontés.

Je pense aussi aux agents en autorisation spéciale d'absence qui pour beaucoup auraient préféré être présents afin d'aider leurs collègues.

C'est notre mission que de servir les Costarmoricains en toutes circonstances.

C'est notre ADN et notre raison d'être.

L'ensemble des agents du Conseil départemental a répondu présent !

- Présent pour assurer la mise à l'abri et la prise en charge des enfants en danger.
- Présent pour accueillir et gérer les situations des personnes en grande fragilité sociale.
- Présent pour assurer la sécurité sur les routes.

- Présent pour accueillir au sein des collèges les enfants des personnels du secteur de la santé et du social, ceux des forces de sécurité.
- Présent enfin pour assurer la sécurité des Costarmoricains et la prise en charge des cas suspects de Covid. Je pense ici aux sapeurs pompiers du SDIS 22.

Chacun a fait preuve d'un grand esprit de responsabilité.

Oui, je suis fier d'être le Président de cette collectivité.

Une collectivité où certains ont dû affronter des conditions exceptionnelles d'exercice de leur travail. Leur implication particulière sera reconnue par une prime dont les modalités vous seront exposées tout à l'heure.

Enfin, je veux saluer celles et ceux qui ne sont pas des agents du Département mais qui sont les personnels des établissements qui œuvrent dans le champ de la protection de l'enfance, de la prise en charge du handicap ou des personnes âgées.

Ils ont été mobilisés et confrontés à une situation extrêmement difficile.

Il aurait été injuste de ne pas reconnaître leur mobilisation alors que les personnels des établissements dépendant de l'ARS bénéficiaient d'une prime.

J'ai donc pris la décision, en lien avec les vice-présidentes en charge des solidarités, d'abonder le financement des établissements concernés pour leur permettre de verser une prime de 1000€ à chacun de leur salarié ou agent.

Il s'agit d'une question d'équité et de reconnaissance de leur métier. Un métier difficile et à mon sens insuffisamment reconnu.

D'ailleurs, je souhaite que nous allions plus loin et que nous poursuivions le travail engagé par Sylvie Guignard avec la réforme de l'aide à domicile que nous avons réalisé et qui a porté ses fruits.

Je veux que nous lancions un vaste plan seniors costarmoricaïn sans attendre un État qui là encore est aux abonnés absents.

Ce n'est pas suffisant de multiplier les rapports pour gagner du temps.

Les rapports Libault et El Khomry ont posé le diagnostic. Il est partagé.

Mais pourquoi les mesures nationales et les financements ne sont-ils pas décidés ?

Au Département des Côtes d'Armor, nous ne voulons plus attendre, alors nous agissons !

Chers collègues,

depuis le début de la pandémie, j'ai toujours eu en tête la perspective de la sortie de crise.

En effet, nous savions qu'un choc économique et social allait succéder au choc sanitaire.

Pour en limiter l'impact, il fallait anticiper autant que possible.

C'est la raison pour laquelle j'ai fait un choix politique, celui de renforcer notre amortisseur social pendant cette période en assurant le maintien automatique des prestations sociales et l'ouverture des droits sans condition.

C'est la raison pour laquelle nous avons tout mis en œuvre pour permettre la reprise la plus rapide possible des chantiers sous maîtrise d'ouvrage départementale dès lors, évidemment, que les salariés étaient protégés.

Je suis heureux de pouvoir dire que nous sommes l'un des meilleurs élèves sur ce point parmi les départements français.

C'est encore la raison pour laquelle nous avons contribué à hauteur d'1,2M€ au Fonds Covid-Résistance piloté par la Région et destiné à soutenir les TPE.

En effet si les activités de proximité s'effondrent c'est une triple peine pour nous. Un équilibre du territoire menacé, une baisse de la qualité du service rendu aux Costarmoricaains et des dépenses de solidarité en hausse.

C'est enfin la raison pour laquelle nous avons choisi d'être aux côtés des associations sportives et culturelles qui ont dû annuler leurs événements.

Nous avons fait le choix de prendre en charge une partie des dépenses non recouvrables afin que chacune de ces associations puisse passer l'année sans encombre.

Aujourd'hui je vous propose d'aller encore plus loin et de poursuivre cette stratégie d'anticipation en agissant pour l'avenir au travers d'un « Plan de relance ».

Ce plan de relance d'envergure doté de 10M€ a pour objet de financer des projets d'investissement portés par les communes et prêts à être réalisés pour soutenir immédiatement l'activité des entreprises locales.

Nous n'avons certes plus la compétence développement économique mais nous pouvons agir via notre investissement. Je ne me résoudrai jamais à voir les Côtes d'Armor fragilisées sans rien faire.

A ce sujet permettez-moi une digression pour vous dire que je vous proposerai en fin de session d'adopter un vœu relatif à l'annonce des suppressions d'emplois sur le site lannionais de Nokia.

Un vœu afin que l'engagement pris lors de la fusion avec Alcatel soit tenu.

Un engagement de l'ancien Ministre de l'économie devenu aujourd'hui Président de la République qui disait « *qu'il n'y aurait aucun licenciement chez Nokia sur le territoire français, en particulier sur les sites de Lannion et Villarceaux* ».

Chers collègues,

Gouverner, c'est avoir une vision pour l'avenir.

En ce sens, je me suis engagé dès début avril dans un projet de relocalisation d'une production de masques en Côtes d'Armor avec le Président de la Région.

Lorsque l'intérêt général, l'intérêt des Costarmoricains et des Bretons est en jeu, il faut savoir dépasser les clivages partisans. Cela ne nous empêche pas d'être des adversaires politiques mais lorsqu'il le faut nous savons travailler ensemble.

Nous l'avons fait avec cette usine de masques en Côtes d'Armor qui se concrétise aujourd'hui dans des délais extraordinairement courts.

Je vous proposerai donc de voter l'entrée au capital de la SCIC « La coop des masques » à hauteur de 50 000€.

Je suis libéral mais je crois aussi fermement à la nécessité d'une souveraineté nationale sur des produits stratégiques et notamment les équipements sanitaires.

Il fallait donc relocaliser et donner une vision pérenne à cette production pour ne plus revivre l'échec d'Honeywell.

Pour y parvenir et pour nous assurer que les hôpitaux, EHPAD, SAAD ne revivent plus jamais la situation dramatique de ce début d'année il était indispensable de trouver un modèle économique qui nous protège des erreurs du passé.

La solution proposée pour garantir cela au travers d'une SCIC m'a paru tout à fait pertinente et je crois que nous avons bien fait puisque le projet qui verra la création de 30 emplois est désormais prêt à voir le jour.

Il existe un autre projet en Côtes d'Armor, mais ils ne sont pas concurrents, ils sont complémentaires.

Chers collègues,

un mot maintenant sur l'aspect financier de cette session.

J'ai coutume de dire que, chaque matin en me levant, je sais que je vais me tromper au moins une fois dans la journée. L'important étant de se tromper le moins possible.

Aujourd'hui je peux vous dire qu'avec la majorité, nous ne nous sommes pas trompé sur un point : la gestion de notre Département depuis 2015.

Si notre Budget peut résister au Covid, si nous avons pu agir pour protéger nos concitoyens, si nous pouvons participer à la relance de notre Département, c'est parce que nous avons bien géré depuis 2015 et que nous nous sommes dégagés des marges de manœuvre.

Il reste certes de grandes incertitudes sur notre budget 2020 !

Des recettes qui s'effondrent mécaniquement avec une baisse très importante des DMTO qui pourraient passer de 90 à 60 M€.

A cela s'ajoute une baisse significative de la CVAE en 2021 et des dépenses de fonctionnement liées à la crise que nous estimons aujourd'hui à 6M€.

Je ne m'y attarde pas car nous auront l'occasion d'y revenir lors de l'étude du rapport concerné.

Enfin nous pouvons nous attendre à une explosion des dépenses liées au RSA dans les mois à venir.

Cependant, nous pourrions rebondir rapidement car notre gestion depuis 2015 a été responsable.

Où en serions-nous sans le travail de maîtrise des dépenses mené depuis 5 ans ?

Où en serions-nous sans la baisse de 20M€ de notre endettement entre 2015 et 2019 ?

Et puis vous n'y couperez pas, mes chers collègues du groupe socialiste, où en serions nous sans notre choix de prévoir de manière prudentielle nos recettes prévisionnelles de DMTO ?

Je suis désolé de vous le dire, avec vos propositions, nous serions en grande difficulté !

Nous retirons aujourd'hui les fruits de notre gestion. Elle nous permet de traverser cette crise avec les reins plus solides.

La bonne gestion pour la bonne gestion n'a pas de sens. Ce n'est pas un dogme.

La bonne gestion permet seulement de garder une capacité à agir.

Une capacité aujourd'hui indispensable !

Je tiens tout de même à apporter une précision importante me semble-t-il.

Il est hors de question de faire subir les conséquences de cette crise aux Costarmoricains alors que nous avons plus que jamais besoin de leur donner du pouvoir d'achat.

Aucune hausse d'impôts n'est envisagée !

Chers collègues,

Notre Département a besoin de retrouver des couleurs le plus vite possible. Nous avons besoin, notre économie et notamment notre secteur touristique d'un retour à la normale rapide.

Nous nous mobilisons donc via une campagne de communication « Irrésistibles Côtes d'Armor » et un dispositif, « Cultures communes », visant à renforcer l'animation et l'attractivité du Département pendant la période estivale.

Mais ce dont nous avons besoin, et je me veux volontairement un peu œcuménique, c'est un peu plus de bienveillance, un peu plus de tolérance, un peu plus de respect entre chacun car la fracturation de notre société ne doit pas être irréversible.

C'est à nous de prouver le contraire !

Les Côtes d'Armor ont le potentiel pour le prouver et pour se remettre debout !

Merci de votre attention.

Alain Cadec,  
président du Département des Côtes d'Armor

*Seul le prononcé fait foi*